

Franco Bassanini: "Comment moderniser l'administration française"

di Richard Heuzé

L'ancien ministre italien de la Fonction publique, auteur d'une réforme « stupéfiante » de l'administration italienne, selon l'OCDE, fait partie de la commission Attali sur la libéralisation des freins à la croissance.

« LA FONCTION publique, en France comme en Italie, souffre d'un excès de régulation. On peut en améliorer la qualité en réduisant effectifs et coûts de gestion » : quelques jours après l'installation de la commission présidée par Jacques Attali chargée de faire des propositions pour libérer les freins à la croissance française, Franco Bassanini, qui en fait partie avec un autre Italien, l'économiste Mario Monti, expose au *Figaro* ses vues pour réformer l'administration française.

Ministre de la Fonction publique dans son pays sous les gouvernements de gauche présidés par Romano Prodi (1996-1997) et Giuliano Amato (2001), administrateur de l'ENA de 2001 à 2005, membre du comité d'évaluation des stratégies ministérielles créé en 2003 par Jean-Pierre Raffarin, ce professeur de droit constitutionnel est le père de la plus importante réforme organique de l'administration italienne depuis celle de Cavour en 1865.

En instituant des principes simples comme la subsidiarité (qui délègue d'amples pouvoirs aux collectivités territoriales), le guichet unique pour obtenir une autorisation ministérielle, la déclaration sur l'honneur, la conférence des services ou encore le recours systématique à Internet pour les pratiques administratives, la loi adoptée par le Parlement italien en mars 1997 a allégé la machine de l'État et favorisé l'essor des régions.

Les premiers à en bénéficier ont été les entreprises. Le délai moyen pour ouvrir une activité est tombé de trois ans à trois mois. La paperasserie administrative a fondu de 38 millions de documents à 5,6 millions par an. L'OCDE a parlé de « progrès stupéfiants » : « *L'État rigide, centralisateur et interventionniste du début des années 1990 a fait place à un État décentralisé et orienté vers le marché et les consommateurs.* »

Une plus grande flexibilité

Pour Franco Bassanini, le contexte français est très différent. L'administration fonctionne mieux - ce qui accroît les résistances à une réforme -, mais emploie des effectifs plus nombreux (5,5 millions de fonctionnaires contre 3,6 millions en Italie) avec un coût de l'emploi public égal à 14,6 % du PIB, trois points de plus qu'en Italie. Quant aux salaires des directeurs d'administration, ils lui paraissent « *trop élevés* » et « *pas assez liés aux résultats* ». Décentraliser, améliorer la division du travail en

retirant à l'administration centrale des tâches qui peuvent être traitées au niveau local, simplifier la législation et introduire des critères de productivité et d'évaluation du travail effectué : voici quelques-unes des pistes qu'il propose. Sans aller jusqu'à imposer aux fonctionnaires un statut de droit privé, il avance l'idée d'une plus grande flexibilité dans le traitement du personnel et une gestion des ressources humaines *« plus proche du secteur privé »*. *« La réforme de l'État n'est ni de droite ni de gauche. Elle est nationale parce que nécessaire pour engendrer concurrence et croissance »*, dit-il.